

Le 28 janvier 2026

PAR COURRIEL



Objet : Votre demande d'accès à l'information datée du 29 décembre 2025
Réponse de CDPQ Infra

Monsieur,

Nous désirons par la présente faire suite à votre demande d'accès à des documents datée du 29 décembre 2025 que nous avons reçue par courriel le 30 décembre 2025. Votre demande était libellée comme suit :

*« Cette demande est adressée à CDPQ Infra, ainsi qu'à Projet REM s.e.c. (**Projetco** et, avec REM inc., les **Parties REM**)).*

Par la présente,

Mise en contexte

4.2 Entente d'intégration Projet REM

4.2.1 Indexation du Tarif payable à Projetco

*Le Tarif payable à Projetco est ajusté le 1er janvier de chaque année (la **Date d'indexation**) à compter du 1er janvier 2022, afin de tenir compte de l'impact de l'inflation ou de la déflation des coûts des intrants ainsi que des fluctuations du coût de la dette de Projetco, selon la formule prévue à l'Annexe « H ».*

4.2.2 ...

a) ...

b) ...

*J'aimerais connaître le **Tarif payable à Projetco en 2026** par passager-km pour les services du REM. »*

En réponse à votre demande, le tarif par passager-kilomètre de 2026 est de quatre-vingt-trois cents (0.8300\$).

En terminant, nous désirons vous informer que vous pouvez vous adresser à la Commission d'accès à l'information pour lui demander de réviser notre décision. À ce sujet, l'article 135 de la *Loi sur l'accès* énonce ce qui suit :

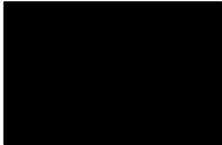
*« **135.** Une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission de réviser cette décision.*

Une personne qui a fait une demande en vertu de la présente loi peut demander à la Commission de réviser toute décision du responsable sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur l'application de l'article 9 ou sur les frais exigibles.

Ces demandes doivent être faites dans les trente jours qui suivent la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé par la présente loi au responsable pour répondre à une demande. La Commission peut toutefois, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter ce délai. »

Veuillez agréer, [REDACTED], nos salutations distinguées.

Laurence Gagnon-Jacques pour



M^e Anne-Marie Bossé

Responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels
CDPQ Infra